



27^{EME} SOMMET AFRIQUE-FRANCE
THEME : PARTENARIAT, PAIX ET EMERGENCE

BAMAKO, 13-14 JANVIER 2017

ALLOCUTION DE L'AMBASSADEUR SMAIL CHERGUI
COMMISSAIRE A LA PAIX ET A LA SECURITE DE L'UNION AFRICAINE

**Mesdames et Messieurs les Chefs d'État, co-Présidents du Sommet,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations,
Mesdames et Messieurs les représentants des États et des
organisations invitées,
Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi tout d'abord, au nom de la Présidente de la Commission Dr N'Kosazana D. Zouma, de remercier le Président de la République du Mali, Son Excellence M. Ibrahim Boubacar Keïta, ainsi que son gouvernement, conjointement avec son homologue de la République française, son Excellence M. François Hollande, d'avoir bien voulu inviter l'Union africaine à prendre part à ce 27ème sommet Afrique-France.

Aussi, je tiens à saluer la place accordée dans les réflexions de ce Sommet aux efforts sans cesse déployés par l'UA en faveur de la paix et de la sécurité du continent, ainsi que les nombreuses initiatives qu'elle conduit, dans l'objectif d'un meilleur partage de responsabilités entre partenaires. C'est ici pour moi, encore une fois, l'occasion de souligner l'appréciable soutien apporté par l'Union européenne, et par la France bien entendu, à la maturation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, et surtout de me réjouir de l'espoir qu'apportent les concertations continues entre l'UA et les Nations unies sur le soutien à la paix en Afrique.

Le thème de ce sommet répond assurément à une analyse fine de la situation de notre continent et constitue une démarche objective et pertinente pour répondre aux défis de la paix et du développement en adéquation avec les attentes de nos peuples, en particulier de nos jeunes.

La pertinence du thème s'exprime ici d'abord au Mali, où son Excellence le Président Ibrahim Boubacar Keïta et son gouvernement déploient des efforts remarquables pour stabiliser le pays, promouvoir la paix et la sécurité et relancer l'économie, dans un environnement des plus difficiles. La Commission de l'UA tient à l'assurer de nouveau de son plein soutien pour la mise en œuvre de l'Accord de paix et appelle à une mobilisation accrue, afin de ne pas permettre aux groupes terroristes, qui ont mené au moins 257 attaques en 2016, et aux réseaux criminels de retarder cette mise en œuvre ou de prolonger leurs tueries aveugles contre les paisibles populations au Mali et dans les pays voisins. Je salue ici la contribution de la MINUSMA et de Barkhane. Outre la décision du CPS de déployer une force africaine, je soutiens l'initiative de la CEDEAO de convenir de la tenue d'une conférence sur la sécurité au Mali.

La pertinence de cette thématique s'exprime également dans la région du Lac Tchad, où la Force Multinationale Mixte, puisant en premier lieu dans les ressources propres du Nigeria, du Cameroun, du Tchad et du Niger et avec l'appui de l'UA, l'UE, de la Grande-Bretagne, de la France et des États-Unis, enregistre une avancée victorieuse en vue d'éradiquer la menace terroriste de Boko Haram. Je ne saurais oublier l'effet multiplicateur de la crise en Libye sur tout le Sahel en matière de radicalisation de nos jeunes, de circulation illicite d'armes parfois très sophistiquées et de trafic des êtres humains. Comme vous le savez, l'UA a décidé, à l'initiative du Président Debby, Président en exercice de l'UA, de relancer le Haut Comité des Chefs d'État et de gouvernement sur la Libye qui se réunira dans les prochains jours à Brazzaville sous la direction du Président Denis Sassou N'Guesso du Congo.

Dans la corne de l'Afrique, la force de l'UA, AMISOM, a récupéré la quasi-totalité des territoires jadis contrôlés par les terroristes d'Al Shabab et s'apprête à lancer une opération d'envergure au **Lower Shebele** et le Nord-Est pour permettre au peuple somalien frère de retrouver la paix et

le développement. L'AMISOM a, avec succès, sécurisé les élections législatives et bientôt présidentielles, de sorte qu'à la fin de ce mois de janvier un nouveau gouvernement et un nouveau Parlement conduisent la Somalie vers le retour à la normalité. Aux immenses sacrifices des valeureux soldats de l'AMISOM est opposée une injuste ponction dans leurs salaires. L'IGAD et le CPS demandent au Conseil de sécurité des Nations unies de corriger cette situation immorale par le recours aux contributions régulières des États membres. Nul doute que nous saurons compter sur la France à cet effet.

Par-delà ces situations et les efforts de l'IGAD, de l'UA et des Nations unies pour stabiliser la situation au Soudan du Sud et promouvoir la mise en œuvre de l'accord de paix, l'inclusion du thème économique à ces assises souligne à souhait que la réponse sécuritaire n'est pas suffisante pour solutionner durablement les crises et éviter leur résurgence.

Il est en effet indéniable que nous avons réalisé des avancées certaines dans l'opérationnalisation de l'Architecture africaine de paix et de sécurité. Nos Chefs d'État et de gouvernement ont toutefois décidé de mettre un accent prioritaire sur la prévention et la reconstruction post-conflit qu'illustre le Schéma du Fonds de la paix découlant de la décision de Kigali sur le financement des activités de l'UA. La première fenêtre sera consacrée à la prévention, la deuxième au renforcement des capacités des États membres et la troisième au déploiement des missions de paix.

La crise gambienne souligne par ailleurs l'importance de l'architecture de la gouvernance dans cet effort de prévention. La Gouvernance politique et la gouvernance économique sont essentielles à la stabilité et au développement de l'Afrique. J'exprime ici à nouveau le plein soutien de l'UA à l'engagement de la CEDEAO en Gambie.

Par-dessus tout, nous devons accorder une attention particulière à nos jeunes, à leur éducation et assurer leur inclusion dans toutes nos réflexions et démarches, promouvoir leur emploi et prévenir de nouvelles radicalisations.

Je salue ici le rôle créatif et déterminé du Mouvement Panafricain de la Jeunesse, à qui je réitère tout notre soutien au moment où le prochain sommet de l'UA lancera le thème de la jeunesse et consacrera 2017 pour concentrer l'attention de toutes les institutions africaines à cette frange vitale de nos sociétés.

La même mobilisation devra continuer pour protéger les jeunes filles et renforcer le rôle des femmes dans tous les secteurs. Il y va de la stabilité et de la cohésion de nos États-membres.

Ces impératifs se trouvent illustrés dans la vision 2063 et les secteurs prioritaires qui y sont identifiés pour les dix premières années. Je souhaite enfin redire notre confiance dans le partenariat avec la France, hier en RCA, aujourd'hui au Mali et au Sahel. Son soutien au Conseil de sécurité reste essentiel, tout autant que celui qu'elle nous apporte au sein de l'UE. Longue vie à ce partenariat dans le respect mutuel et la conviction que la complexité des crises et leur globalité dictent, plus que jamais, une démarche concertée et solidaire pour les deux parties.

Je vous remercie de votre attention.